

# Au Bangladesh, les premiers réfugiés climatiques

dimanche 5 août 2007, par [GARNIER Donatien](#) (Date de rédaction antérieure : avril 2007).

**Les dirigeants européens se sont accordés, le 9 mars 2007, sur une stratégie globale de lutte contre le réchauffement climatique en fixant notamment un objectif les contraignant à utiliser 20 % d'énergies renouvelables en 2020. Il n'est que temps. Les conséquences néfastes du dérèglement environnemental pourraient pousser des dizaines de millions de personnes à quitter leur terre et à migrer. Déjà, un pays comme le Bangladesh est touché.**

Depuis Dacca, il faut environ onze heures pour se rendre à Munshiganj, minuscule bourgade située à l'extrémité sud-ouest du Bangladesh. Sept heures de bus climatisé jusqu'à Khulna, dont une heure de bac à travers les eaux café au lait du Gange, puis quatre heures de secousses, de chaleur et de poussière dans un car bondé, aussi fatigué que son conducteur. Jusqu'à ce qu'enfin la route bute sur une rivière sans pont ni ferry. Munshiganj est le terminus de la ligne. De l'autre côté de l'eau, au sud, se dresse une forêt d'allure impénétrable : les Sundarbans, une vaste mangrove partagée avec l'Inde et classée au patrimoine mondial par l'Unesco. Au-delà, l'océan.

Le nom complet du lieu est Munshiganj Bazar. Il sert de marché pour tous les hameaux des environs et se présente sous la forme d'une rue principale perchée sur la longue digue qui protège la région contre les mascarets et les grandes marées. La voie est bordée d'échoppes, de commerces en tout genre, de maisons de thé et de quelques habitations. Elle s'achève par un collège et une petite mosquée. Cette année, la mousson s'est fait attendre. Une grosse averse témoigne de son intensité retrouvée. Très vite, le sari des femmes et la jupe de coton - le longhi - des hommes sont trempés. Ce qui n'affecte en rien les affaires.

Le ventre rond, bien campé sur ses deux maigres jambes, le visage poupin, qu'une barbe grise ne parvient pas à rendre sérieux, M. Mohamad Abdul Mannan Molla est, quant à lui, bien à l'abri sous le parapluie de grosse toile noire dont il ne se sépare jamais. Il discute âprement le prix des ingrédients indispensables à la fabrication du paan qu'il mastique tout au long de la journée : de grandes feuilles très amères, des copeaux de noix de muscade et de la chaux. Ses emplettes achevées, oncle Mannan, comme on l'appelle ici, prend le chemin du retour d'un pas alerte. Est-il vraiment âgé de 70 ans, comme il le prétend ?

Le hameau de Pankhali où se trouve sa maison n'est accessible que par un étroit chemin perché sur une digue. Trois kilomètres de boue à la fois profonde et glissante que le vieil homme parcourt avec une facilité déconcertante, ne s'arrêtant que pour échanger des saluts avec des voisins de tous âges. La chaleur des saluts tranche avec l'austérité du paysage. A perte de vue, d'immenses bassins quadrillés par des digues de terre et destinés à l'élevage de grosses crevettes d'exportation. N'étaient les saris colorés des femmes qui circulent en portant sur la hanche des enfants ou de lourdes jarres d'eau, tout serait terne et gris.

*« Quand j'étais jeune, raconte Mannan sans ralentir sa marche, il n'y avait, ici, que des rizières et des troupeaux de vaches. C'était magnifique. Mais, depuis le raz de marée de 1988, la terre s'est*

*gorgée de sel ; les cultures ont été remplacées par des fermes de crevettes. » Faut-il saluer la réussite de cette adaptation aux changements de l'environnement ? « Ça nous a amené beaucoup de richesse, opine Mannan, le bazar n'existait pas avant... » « Des richesses, oui, mais pour les riches, tempère un voisin qui s'est invité dans la conversation. Les pauvres sont de plus en plus pauvres. » [1] L'intervention déclenche une polémique dans le petit groupe de cinq ou six personnes qui s'est constitué autour du vieil homme.*

*« Les fermes de crevettes, affirme l'un, emploient beaucoup moins de gens que les rizières, il n'y a plus de travail. » « Avant, se souvient un autre, on pouvait se chauffer avec la bouse séchée des vaches. Maintenant, il faut aller couper du bois dans les Sundarbans. » « Autrefois, il y avait six saisons, on dirait qu'il n'y en a plus que quatre », complète un troisième. Les propos n'ont pas gagné en optimisme lorsque la petite troupe arrive chez Mannan, où elle a l'intention de prolonger ses débats.*

### ***La mangrove est infestée de pirates qui enlèvent et battent les pêcheurs***

La nuit tombe sur les trois petites maisons, murs de terre et toits de palmes agglutinés à la digue, où le septuagénaire vit avec sa femme, Zohura, et la famille de leurs deux fils. Dans le voisinage, un chant s'élève, accompagné par un harmonium. On entre. Faiblement éclairée par une lampe à pétrole, la pièce unique n'est meublée que d'un banc, d'une table et d'un lit de planches sans matelas. On s'installe sur des nattes disposées à même le sol de terre tandis que Zohura propose du paan. Petite et desséchée par le travail, elle paraît avoir dix ans de plus que son mari. Elle en a dix de moins. On l'informe de la conversation. « *Tout a changé, dit-elle. Avant, il y avait des puits d'eau douce dans tous les jardins, mais l'eau est devenue salée. On ne peut plus l'utiliser. Maintenant, il faut marcher jusqu'au bazar ou traverser la rivière en bateau pour trouver de l'eau potable.* »

Le raz de marée de 1988 a joué un rôle de déclencheur. Depuis, la salinisation n'a cessé de s'aggraver. La faute à l'élévation du niveau de la mer, perceptible pendant les grandes marées de mousson, quand les digues sont régulièrement débordées ou éventrées [2]. « *Pourtant, explique Mannan, souvent employé comme contremaître sur les chantiers de réparation, nous les surélevons chaque année de plusieurs centimètres.* »

La faute aussi au moindre débit des rivières pendant la saison sèche, qui ne peut freiner la puissance accrue des marées. Le cercle vicieux est amorcé. En favorisant l'intrusion de l'eau salée toujours plus avant dans les terres et toujours plus profond dans les nappes phréatiques, le réchauffement climatique - car c'est bien de lui qu'il est question - provoque la disparition progressive de la riziculture et de ses emplois.

Comment survivre ? Ailleurs, il n'y aurait d'autre solution que de partir. Mais ici la mangrove offre une possibilité toute temporaire. De plus en plus, les paysans qui n'ont pas réussi à se faire embaucher dans les élevages de crevettes se reconvertissent en pêcheurs ou en chasseurs, écument les Sundarbans à la recherche de bois et de miel sauvage. Fils cadet de Mannan, M. Abdul Rhaman Molla, âgé de 30 ans et pêcheur dans la mangrove, confirme : « *Il y a chaque jour davantage de monde sur l'eau. Depuis cinq ans, ceux qui viennent du nord font jusqu'à trois jours de navigation pour venir pêcher ici.* » Ce qui n'est pas sans incidence sur la ressource : « *Il y a de moins en moins de larves de crevettes et d'alevins de poissons. Là où je pouvais en pêcher dix kilos en une journée, je n'en attrape plus que cinq cents grammes.* »

Les hommes qui s'aventurent dans les Sundarbans prennent pourtant de très gros risques. La

mangrove est infestée de pirates qui enlèvent et battent les pêcheurs pour les rançonner. Elle est aussi le refuge du redoutable tigre du Bengale, auquel on prête une centaine de victimes chaque année. Une double évocation qui met momentanément un terme à la surprenante gaieté qui accompagnait jusqu'alors ces propos peu réjouissants. A côté, la musique s'est tue – le voisin mélomane a rejoint la petite assemblée. On n'entend plus, entre les récits, que le coassement de milliers de grenouilles. Chacun a une histoire terrifiante à raconter. Qui dit toujours, en creux, un profond attachement à la région. Une région d'islam modéré qui tolère la pratique de la musique, ne harcèle pas les femmes et permet une bonne cohabitation avec les hindous – avec lesquels les habitants partagent même un culte à Bono Vidi, déesse de la forêt. Une région portée par la beauté et l'imaginaire des Sundarbans.

« **Partir ?**

**Mais pour aller où ?**

**Je préfère**

**mourir ici »**

Pour la mangrove, la pression toujours plus forte exercée par les hommes vient s'ajouter à la salinisation accrue, l'augmentation du niveau de l'océan, l'élévation de la température de l'eau et de l'atmosphère qu'elle subit déjà et auxquelles elle n'a pas le temps de s'adapter. Son étiolement se traduit par la disparition de ses plus hauts arbres et d'un grand nombre d'espèces animales et végétales. Or, sans cette biodiversité, le fragile équilibre qui permet à l'homme de survivre dans le sud-ouest serait rompu, et des centaines de milliers de personnes seraient contraintes de migrer. Ce sont, en effet, plus de huit mille familles qui dépendent directement – et au moins cinq millions de familles indirectement – des Sundarbans pour leur subsistance.

« *Partir ? Mais pour aller où ? Je préfère mourir ici* », s'exclame Zohura en provoquant les rires de ses invités. « *J'emmènerai ma famille à Dacca, il n'y a pas d'autre choix* », assure son fils Rahman, plus pragmatique. Mais la question, pour eux, n'est pas encore à l'ordre du jour. La première urgence est de s'adapter. Quotidiennement.

Dacca, juillet 2006. Avec ses rues non encore goudronnées, ses immeubles neufs pas tout à fait achevés – mais déjà occupés –, le quartier de Niketon semble avoir surgi de terre à l'occasion des dernières pluies de mousson. Dacca, treize millions d'habitants aujourd'hui et vingt et un millions prévus pour 2015, ce qui la situerait au quatrième rang mondial pour la population, est l'une des mégapoles dont l'expansion est la plus rapide. Partout, on construit, souvent trop vite et dans une étonnante imbrication, des tours de verre, des bidonvilles, des villas, des alignements de bâtiments de sept ou huit étages dont le rez-de-chaussée est occupé par un parking et les balcons défigurés par des appareils de climatisation dépareillés. C'est dans un de ces immeubles sans attrait que se trouvent les bureaux du Bangladesh Unnayan Parishad (BUP) [3], un organisme de recherche que dirige Ahsan Uddin Ahmed, auteur de nombreux articles traitant de l'impact du réchauffement climatique sur le Bangladesh.

Assis très droit sur un fauteuil dont le dossier a été recouvert d'une serviette-éponge – destinée à absorber la transpiration pendant les pannes de ventilation –, le chercheur rappelle froidement les enjeux : « *Les habitants du sud-ouest de notre pays sont aujourd'hui les plus affectés par le réchauffement planétaire, mais, à terme, c'est l'ensemble de la population qui sera concernée.* » Avec plus de cent quarante millions d'habitants concentrés sur un territoire à peine plus grand que le quart de la France [4], le Bangladesh est l'un des Etats les plus exposés du monde : le troisième rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) [5] estimait ainsi à 5,5 millions le nombre de personnes déplacées et à 10,9 % la perte en territoire du plat pays bangladais pour une élévation du niveau de la mer de 45 centimètres...

Il faut préciser qu'au Bangladesh l'inondation est un phénomène normal. Parcouru par des centaines de rivières et par trois grands fleuves – le Gange, la Meghna et le Brahmapoutre –, le pays reçoit 92 % des eaux provenant du Tibet, du Bhoutan, de l'Inde et du Népal. Cet énorme flot arrive principalement au moment de la mousson et inonde en moyenne un tiers du territoire. « *Les gens ont appris à s'y adapter, insiste le chercheur, mais le réchauffement climatique vient perturber ce schéma.* » D'une part, l'augmentation des précipitations en période de mousson associée à la fonte des glaciers himalayens accroît la quantité d'eau à évacuer. D'autre part, l'élévation du niveau de la mer rend l'écoulement fluvial plus difficile. Les inondations annuelles devraient donc gagner progressivement en volume et en durée. Rompant le si fragile équilibre établi au fil des siècles entre une population encore très majoritairement rurale et une nature capricieuse.

*Des clubs écologiques  
expliquent  
aux habitants  
les changements observés*

Ce n'est pas tout. La hausse des températures combinée à des précipitations significativement atténuées hors des périodes de mousson pourrait, à l'inverse, aboutir à des situations de sécheresse dans le nord-ouest du pays. Ainsi qu'à une diminution du débit des cours d'eau. Privée de ce frein liquide et poussée par les marées, l'eau salée remonterait alors toujours plus haut vers le nord, polluant au passage les champs et les nappes phréatiques. Enfin, si le chercheur reconnaît que la houle engendrée par les tempêtes est un facteur aggravant de l'élévation du niveau de la mer, il n'inclut pas l'augmentation de la puissance des cyclones dans la liste des calamités induites par le réchauffement planétaire. La question posant, selon lui, encore trop de problèmes sur le plan théorique. Mais, en tout état de cause, les conséquences néfastes du changement de climat n'épargnent aucune région du pays.

« *Si nous voulons éviter une migration massive vers les villes, nous devons aider les gens à comprendre ce qui se passe.* » Le calme olympien et la parole précise de M. Mohon Kumar Mondal tranchent avec les manières ampoulées de bien des responsables d'organisations non gouvernementales de la région de Munshiganj. Il est à Dacca pour quelques jours afin de trouver des fonds pour la sienne : Gana Unnayan Sangstha [6]. Avec cette minuscule structure locale, il a monté des clubs écologiques dans les hameaux des environs de Munshiganj. On s'y retrouve pour parler des changements observés et pour mettre en œuvre des solutions aux problèmes posés : plantation d'arbres, surélévation des habitations, gestion de l'eau potable, utilisation de semences de riz moins sensibles au sel.

L'oncle Mannan appartient au club de Pankhali. Ce qui lui vaut, bien qu'il soit illettré, de faire régulièrement des présentations à ses voisins. « *Les gens, ici, constatent les dérèglements, mais, comme ils sont très peu informés, ils ne savent pas les expliquer. Nous avons donc mis en place, avec une troupe d'acteurs et de musiciens locaux, des spectacles itinérants qui permettent de comprendre ce qui se passe à l'échelle mondiale à partir des représentations de notre culture.* »

***Il faut s'attendre  
à des déplacements  
massifs  
de population***

Pourtant, en dépit des efforts de Mohon et de l'attachement très fort des habitants de Munshiganj à leur région, un nombre croissant de ceux qui ne peuvent travailler ni dans les exploitations de crevettes ni dans la mangrove sont contraints de partir. C'est le cas de M. Hamid Mohamad Abdul, âgé de 25 ans et père de deux enfants. Incapable de nourrir sa famille sur place, il est, depuis un an,

conducteur d'un tricycle à passagers (rickshaw) dans l'épais trafic de la capitale. Un métier éprouvant. « *Il n'y en a pas de plus dur* », précise-t-il en s'excusant d'un grand sourire mélancolique. Sa voix est rauque, éraillée par la pollution, et son corps très maigre. « *Il me faut plusieurs jours pour reprendre un peu de poids quand je rentre chez moi, explique-t-il, ce que je fais environ tous les mois, dès que j'ai économisé suffisamment d'argent pour mon voyage et les besoins de ma femme et de mes deux enfants.* »

Pour tenir, Hamid s'appuie sur la solidarité d'un petit groupe de jeunes gens tous originaires des environs de Munshiganj. Ensemble, ils louent au propriétaire de leurs rickshaws une petite pièce pour faire la cuisine et se retrouver, ainsi qu'un étage au sol fait de bambous où ils s'effondrent après dix à douze heures d'un travail éreintant. Homme nonchalant et avisé, le propriétaire regrette bien un peu l'époque, pas si lointaine, où il était fermier, quand le garage des tricycles abritait des vaches et que le dortoir des conducteurs stockait le foin et la paille... Mais la ville a absorbé ses terres, et son affaire de rickshaws prospère : « *Ils sont de plus en plus nombreux à venir me demander du travail* », dit-il, à demi allongé sur le banc de bois d'où il surveille ses activités.

Hamid confirme le propos : « *L'année dernière, quand je suis arrivé, nous n'étions que onze de Munshiganj, nous sommes aujourd'hui presque cinquante.* » Ont-ils tous fait le deuil de leur région d'origine ? Sont-ils prêts à poursuivre une activité qui – alors qu'ils sont jeunes et bien portants – leur permet tout juste de vivre ? Hamid rêve d'économiser de quoi monter un petit négoce de crevettes chez lui.

Dans son bureau sobre et moderne, niché dans la tour un brin clinquante de l'une de ces universités privées qui fleurissent à Dacca depuis quelques années, loin, très loin du quartier de Kilgaon où s'entassent les conducteurs de rickshaws, le géographe Maudood Elahi, spécialiste des déplacements internes, prédit un autre avenir à Hamid : « *C'est le schéma type. Le chef de famille arrive d'abord. Il commence par envoyer de l'argent à sa famille en pensant qu'il va revenir s'installer avec elle, mais c'est en général l'inverse qui se produit.* » Et le professeur de confirmer la croissance de Dacca, principale destination des migrants, dont la surface « *a progressé de 40 % en vingt ans* ».

Si, comme le prévoit le dernier rapport du GIEC [7], la pression climatique continue de s'exercer sur le Bangladesh, il faut s'attendre à des déplacements massifs de population. Dans le sud-ouest comme dans le reste du pays. Dacca ne pourra pas – loin s'en faut – absorber cet exode rural massif. Et ce d'autant plus que la capitale risque d'être elle-même sujette à des inondations de grande ampleur comme celles qu'elle a connues en 2004. Où iront alors les réfugiés bangladais ? Dans les pays voisins ?

C'est, si l'on veut éviter les violences, très peu probable. Comme le dit sans ciller Maudood Elahi, « *migrer vers l'Inde et la Birmanie sera très difficile. L'Inde connaît déjà des problèmes démographiques, et les deux pays seront également très affectés par les changements climatiques. Et je ne parle pas de la question politique ! C'est pourquoi il faut dès maintenant chercher des coopérations en dehors de l'Asie du Sud. C'est vital* ». Toujours flegmatique, il poursuit : « *Les organisations internationale comme l'ONU [Organisation des nations unies] et l'UNHCR [Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés] ont un rôle déterminant à jouer dans la planification des migrations massives qui s'annoncent. Pour être direct, je pense que les pays qui disposent de plus de territoire vont devoir changer leur politique migratoire. Si on considère que le réchauffement climatique est un problème global, on doit chercher des solutions globales.* »

C'est pour cette approche d'ensemble que milite depuis vingt ans le professeur Atiq Rhaman, fondateur du Bangladesh Centre for Advanced Studies (BCAS) [8], un centre de recherche pluridisciplinaire précurseur dans l'étude des impacts socio-économiques du climat. Très didactique

dans le champ scientifique, il parle sans détour des questions de justice internationale, auxquelles il rattache le réchauffement climatique. « *Celui-ci est, pour le Bangladesh, qui souffre déjà de l'incurie de ses politiques et de multiples désastres naturels, le facteur additionnel critique, la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Pourtant, notre pays ne représente que 0,3 % ou 0,4 % du total des émissions de gaz à effet de serre. C'est-à-dire moins que la ville de New York. Nous devons nous-mêmes réduire nos émissions, c'est un devoir moral. Mais, dans le même temps, si le reste du monde ne fait rien, il y aura une catastrophe humanitaire majeure. Qui portera, alors, la responsabilité ?* »

Y a-t-il une issue à cette injustice globale ? « *Je propose depuis longtemps la solution suivante, poursuit Rhaman : chaque pays doit prendre à sa charge, à savoir transporter et accueillir, un quota de réfugiés climatiques qui serait fonction de ses niveaux d'émission de gaz à effet de serre présents et passés.* » Une solution qui passe peut-être par l'ouverture du statut de réfugié, tel qu'il est défini par la convention signée à Genève en 1951, à la notion de réfugié climatique. L'hypothèse peut surprendre, elle a le mérite d'inciter à la réflexion.

---

## P.-S.

\* Paru dans *Le Monde diplomatique*, avril 2007 — Pages 16 et 17. Reportage photographique réalisé par Laurent Weyl, du collectif Argos, en 2006.

\* Donatien Garnier est membre du Collectif Argos.

---

## Notes

[1] Lire Cédric Gouverneur, [Au Bangladesh, une paupérisation moderne](#), *Le Monde diplomatique*, août 2005.

[2] Le Bangladesh dispose de peu de mesures fiables. Dans le sud-ouest, les pêcheurs confirment avoir observé une élévation notable du niveau de la mer dans les trente dernières années. Sur cette période, le dernier rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) donne une fourchette de 12 à 22 centimètres pour l'ensemble de la planète.

[3] [www.bup-bd.org](http://www.bup-bd.org)

[4] Soit une densité de population de 1 001 habitants au kilomètre carré.

[5] GIEC, *Bilan 2001 des changements climatiques. Les éléments scientifiques*, volume I, p. 30, Genève, 2001

[6] En 2006, cette association a été distinguée par le forum international de Kyoto, qui a lieu tous les trois ans.

[7] Le dernier rapport du GIEC a été publié le 1<sup>er</sup> février 2007 ; [www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch)

[8] [www.bcas.net](http://www.bcas.net)